



PAC

PORTER A CONNAISSANCE

Politique publique prioritaire de l'État, la sécurité routière fait l'objet d'un programme pluriannuel d'actions dont l'un des objectifs, au-delà du contrôle et de la sanction des comportements fautifs, est de faire émerger une culture tournée vers la prévention. Le Grenelle de l'Environnement a aussi mis en avant le développement des nouvelles technologies d'information et de communication. L'aménagement numérique des territoires doit être intégré au projet territorial.

A ce titre, les auteurs des documents d'urbanisme doivent se mobiliser car ils peuvent agir en posant les principes de base susceptibles d'assurer un haut niveau de sécurité routière, à savoir :

- la prise en compte des usagers vulnérables
- l'affectation des voies avec le souci d'un rééquilibrage des usages entre circulation et vie locale pour les voies traversant l'agglomération
- la vérification de la cohérence entre l'affectation des voies existantes ou projetées et leurs

caractéristiques afin que les usagers adaptent leur comportement.

Concrètement, l'écriture du document doit être l'occasion d'analyser les accidents intervenus ces dernières années, tout en évaluant l'impact en terme de sécurité des projets d'aménagement ou de voirie, une attention particulière devant être portée aux endroits où se concentrent des usages particulièrement vulnérables, tels que les sorties d'écoles ou parcs de stationnement.

Sur le fond, le document d'urbanisme approuvé doit notamment permettre d'éviter :

- des extensions urbaines reliées à l'agglomération seulement par la route
- un recul trop important des constructions élargissant le champ visuel, et donc les vitesses
- des alignements droits trop longs
- la multiplication des accès nouveaux sur les voies principales de circulation
- de contraindre le développement des nouvelles technologies d'information et de communication.

FICHE n° 6

LES MOBILITÉS

Routes à grande circulation

Le territoire de la commune de Grandvilliers est traversé par la RD 901, qui est classée route à grande circulation.

Pour information, le classement des routes à grande circulation est défini dans le décret n° 2010-578 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 ju in 2009 fixant la liste des routes à grande circulation du 31 mai 2010.

Transports exceptionnels

Pour la RD 901, un itinéraire carte nationale de 1ère catégorie, ainsi qu'un itinéraire de transit avec itinéraire précis 2ème et 3ème catégories très emprunté sont signalés. Pour la RD 151, un itinéraire de transit avec itinéraire précis 1ère, 2ème et 3ème catégories est signalé.

(Pour mémoire, dans l'hypothèse où un itinéraire transports exceptionnels serait recensé, il convient de maintenir au mieux les possibilités existantes. En effet, ces itinéraires sont une nécessité économique pour de nombreuses industries ainsi que pour la sécurité de la circulation de certains véhicules spéciaux, tels que les grues ou engins agricoles)

Comptages

Des données fournies par le Conseil Général, il ressort pour :

- La RD 72F, classée en 5ème catégorie, pas de comptage disponible pour cette voie ;
- La RD 108, classée en 4ème catégorie, près de 694 véhicules par jour étaient recensés en 2012, dont 10,1 % de poids lourds ;
- La RD 124, classée en 3ème catégorie, en 2012, près de 3390 véhicules par jour étaient recensés, dont 7,2 % de poids lourds, du PR8 au PR15 et 1465 véhicules par jour, dont 7,6 % de poids lourds, du PR15 au PR16 ;
- La RD 151, classée en 3ème catégorie, près de 3405 véhicules par jour étaient recensés en 2012, dont 5,2 % de poids lourds ;
- La RD 315, classée en 3ème catégorie, près de 3253 véhicules par jour étaient recensés en 2012, dont 11,6 % de poids lourds ;
- La RD 538, classée en 5ème catégorie, près de 820 véhicules par jour étaient recensés en 2010, dont 5 % de poids lourds ;
- La RD 901, classée en 2ème catégorie, en 2011, près de 5125 véhicules par jour étaient recensés, dont 10,9 % de poids lourds, du PR18 au PR28 et en 2009, 2551 véhicules par jour, dont 11 % de poids lourds, du PR28 au PR35.

Accidentologie

Sur la période courant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2012, 21 accidents ont été recensés dont :

- 1 sur la RD 108, faisant 1 blessé hospitalisé ;
- 5 sur la RD 124, faisant 5 blessés, dont 4 hospitalisés ;
- 2 sur la RD 151, faisant 4 blessés, dont 1 hospitalisé ;
- 2 sur la RD 315, faisant 2 blessés, dont 1 hospitalisé ;
- 1 sur la RD 538, faisant 1 blessé hospitalisé ;
- 10 sur la RD 901, faisant 1 tué et 18 blessés, dont 9 hospitalisés.

(A noter que seuls sont ici comptabilisés les accidents corporels, sur la base des procès-verbaux établis par les forces de l'ordre. Les accidents matériels sont recensés par les compagnies d'assurance des propriétaires des véhicules, ces données n'étant pas disponibles dans le cadre du Porter à Connaissance)

Réglementation routière

A toutes fins utiles, même si ce point échappe au sens strict à une approche en terme d'urbanisme, il peut être utile de rappeler que différents ouvrages techniques ont été réalisés sur certains dispositifs de la réglementation routière. Ces ouvrages sont consultables en direction départementale des Territoires, service des transports, de la sécurité et des crises, en particulier :

- le guide relatif aux ralentisseurs de type dos d'ânes et trapézoïdal
- le guide des coussins et plateaux
- le guide des zones 30 relatif à la modération de la vitesse en agglomération
- le guide relatif à l'amélioration de la signalisation verticale

Aménagement numérique

Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN), porté par le Conseil Général de l'Oise, a été approuvé le 21 mai 2012. Il est téléchargeable à partir du [site internet du Conseil Général](#)

Même s'il n'existe pas de lien de prise en compte ou de compatibilité entre le SDTAN et les documents d'urbanisme, une certaine cohérence s'avère nécessaire si la collectivité souhaite pouvoir bénéficier d'une aide financière.

Le rapport de présentation du PLU devra comporter un diagnostic en terme d'aménagement numérique du territoire. Sur ce point, je vous invite à consulter le site du centre d'études technique de l'équipement (<http://www.ant.developpement-durable.gouv.fr/>) du ministère de l'Écologie.